

tion capitaliste en la débarrassant de la rente foncière, d'origine et de caractère féodal. Et cela semble d'autant plus vrai quand la jouissance du sol nationalisé appartient à des individus et non à des collectivités.

Comment, après cela, peut-on venir sérieusement nous affirmer que la nationalisation des terres en U. R. S. S. rend « impossible » la différenciation accélérée des classes dans la paysannerie ? Sont-ce les classes qui créent le mode de production ou le mode de production qui crée les classes ? Tout individu qui a lu et compris Marx, répondra que les classes sont la conséquence d'un mode de production donnée. Boukharine cherche-t-il à nous abuser, ou bien est-ce Lénine qui aurait eu raison quand il indiqua, dans son « testament », que Boukharine « a en lui quelque chose de scolastique » ?

### Relèvement du niveau de vie

Si les trois postulats précédemment exposés sont réalisés, il coule de source qu'ils se traduisent, pour les larges masses ouvrières et paysannes, par un relèvement notable de leur niveau de vie. Si la société socialiste n'assurait pas une meilleure existence aux travailleurs que la société capitaliste, il est bien évident qu'en rechercher l'instauration serait inutile. Les adeptes du socialisme scientifique sont convaincus que le régime socialiste remplira toutes les conditions exigées, et, parmi celles-ci, le bien-être général pour toutes les couches de la population.

Que le niveau de vie des travailleurs des villes en général, et des ouvriers de la grande industrie en particulier, soit, en U. R. S. S., supérieur à celui d'avant-guerre, cela ne peut faire de doute. La législation ouvrière, par exemple, dépasse de loin celle du régime tsariste... qui n'en avait pas ou presque ; elle peut même rivaliser avantageusement avec celle des pays capitalistes les plus avancés. Mais si on ne considère pas le socialisme comme une abstraction, c'est le niveau de vie général du paysan et de l'ouvrier russes, qu'il faut comparer à celui du paysan et de l'ouvrier de n'importe quel grand pays capitaliste. Or, il apparaît nettement que la somme des jouissances matérielles est plus élevée pour ces derniers que pour les travailleurs des villes et des champs de l'U. R. S. S.

En 1913, le paysan russe consommait une valeur de produits industriels égale à 34 roub. 22 au prix de gros. En 1926, en payant beaucoup plus cher, il ne peut consommer qu'une valeur de 16 roub. 50.

Pour les ouvriers, y a-t-il un relèvement du niveau de vie tel, qu'il puisse s'affirmer nettement supérieur à celui des pays capitalistes ? Les faits nous démontrent le contraire.

Le chômage est un des phénomènes de la production capitaliste ; le premier, il révéla, aux yeux de la bourgeoisie étonnée, les côtés pénétrants de son système économique, et au prolétariat naissant l'incertitude de son existence. La société socialiste dominant enfin les lois économiques, fera de ce fait disparaître tous les phénomènes propres à la société capitaliste, et, parmi

ceux-ci, celui qui frappe le plus douloureusement le prolétariat : le chômage chronique.

Le chômage, en U. R. S. S., prend des proportions remarquables. Alors que, précédemment, il était dû particulièrement à l'afflux des paysans sans terre vers les villes, il se complique actuellement des conséquences de la rationalisation. Quoique cette dernière soit appliquée beaucoup moins brutalement que dans les pays capitalistes, elle ne peut néanmoins perdre entièrement son caractère essentiel, qui est le remplacement de la main-d'œuvre par la machine.

Au XIV<sup>e</sup> Congrès, Staline fixait à :  
700.000 le nombre des chômeurs pour le 1<sup>er</sup> avril et à 715.000 pour le 1<sup>er</sup> octobre 1925.

La Pravda du 7 juin 1927 indique :

Au 1<sup>er</sup> octobre 1926 : 1.070.000 chômeurs

Au 1<sup>er</sup> mai 1927 : 1.428.000 chômeurs.

Dans ce dernier chiffre, on compte 236.000 ouvriers des professions de l'industrie.

Ainsi donc, l'industrialisation s'avère présentement impuissante à employer tout le prolétariat industriel ; de plus, l'obligation, pour l'Union Soviétique, de procéder à la rationalisation de son industrie, sous peine de voir s'accroître l'écart entre ses prix et ceux du marché mondial — accroît la masse des chômeurs.

Cette masse tendra à s'augmenter fortement, car, depuis quelques années, l'Union Soviétique qui, jusqu'en 1923, avait une mortalité supérieure à la natalité, voit sa population s'augmenter de 3 à 4 millions d'habitants par an ; d'autre part, actuellement, le village rejette vers les villes une masse de main-d'œuvre de 600.000 unités, alors que le plan d'Etat ne prévoit, jusqu'en 1930, qu'un chiffre annuel de 200.000 unités, pouvant être absorbée par l'industrie et les transports.

Les théoriciens de la nouvelle époque devraient bien nous expliquer pourquoi, malgré leurs affirmations réitérées de construction victorieuse du socialisme, le chômage, en U. R. S. S., s'accroît, au lieu de diminuer.

Quand près d'un million et demi de chômeurs vivent dans des conditions misérables, peut-on parler de socialisme réalisé ? Quand des millions et des millions de paysans reçoivent à peine la moitié des produits industriels d'avant-guerre, peut-on parler de relèvement de vie des larges masses paysannes ? Evidemment non. Les faits, qui sont seuls juges pour un Marxiste, ne peuvent que nous rendre à cette évidence : les postulats du socialisme n'étant qu'imparfaitement accomplis, les réalisations socialistes ne peuvent qu'être précaires et insuffisantes.

Les dix-sept catégories de salaire existant dans chaque branche d'industrie et partant du coefficient 1 à 8 : font que, dans la même usine, on peut voir un manoeuvre gagner 30 roubles par mois pendant qu'un contremaître en reçoit 240. Les inégalités de traitement sont encore plus grandes si on compare ceux de certaines couches de bureaucrates, simplement traducteurs, sténographes ou même dactylographes qui, indépendamment de mensualités élevées, encaissent des sursalaires énormes pendant les congrès nationaux et internationaux des Apparais, variant de 500 à 1.500 roubles pour moins d'un mois, soit plus que le

salaire annuel de n'importe quel ouvrier de l'industrie textile.

La crise des logements, si aiguë dans les centres urbains, oblige les travailleurs à s'entasser à plusieurs dans des locaux de moins de 15 mètres carrés. La construction de nouvelles maisons est très insuffisante et les logements neufs sont trop souvent d'un prix si élevé (15 à 20 roubles par mois), qu'ils ne peuvent être à la portée des salaires ouvriers moyens ; ils sont alors accaparés par les privilégiés du régime qui, souvent, ne sont pas des producteurs utiles. Cette crise des logements engendre une fraude et une spéculation effrénée ; là encore, comme dans les pays capitalistes, des individus experts vivent très aisément du négoce des locaux.

Périodiquement des disettes de produits de première nécessité — sucre, beurre, lait, œufs, café, thé..., etc. — tout en permettant des bénéfices énormes aux commerçants privés qui ont su stocker, obligent les habitants à faire des stationnements de plusieurs heures devant les boutiques — souvent par 25° au-dessous de 0, pour se procurer quelques centaines de grammes de ces précieux produits. Quoique le beurre et les œufs ne fassent pas défaut, en U. R. S. S., on en manque parfois dans les villes, car le gouvernement, soucieux de sa balance commerciale et de l'augmentation de son commerce extérieur, n'hésite pas, si l'occasion se présente, à diriger sur la frontière les convois de marchandises des-

## La politique "prolétarienne" du gouvernement Soviétique

Les pages précédentes nous ont fixés sur la nature du « socialisme » que l'on veut nous imposer. Il est bon maintenant d'examiner comment le gouvernement soviétique partage le produit du travail de la classe ouvrière ; vers quel aboutissant il oriente sa politique, et quels en sont les résultats.

Mais avant, signalons rapidement une supercherie de taille. Il s'agit du pourcentage de production de l'industrie.

### Les 95 %

Dans la masse des documents et statistiques diffusés par les services gouvernementaux pour préparer le terrain à la « construction du socialisme dans un seul pays », on a cité, — en le commentant fortement — le fait important que l'industrie nationalisée avait atteint les 95 % du niveau d'avant-guerre. Mais ce que l'on n'a pas précisé, c'est de quel niveau on fait allusion, car le territoire soviétique n'est pas le même géographiquement et économiquement que le territoire de l'ancien Empire des Tsars. La Pologne, la Finlande, l'Esthonie, la Lithuanie, la Lettonie, la Bessarabie ne font pas partie de l'U. R. S. S. ; or, si l'on compte que la production de cet Etat a atteint 95 % du niveau d'avant-guerre, il faudrait indiquer si cette quantité est comparée à la Russie des tsars, ou au territoire actuel de l'U. R. S. S., à l'époque du régime tsariste. Si c'est le premier cas, la production est, en réalité, supérieure, puisque le pays diminué a produit

linés aux villes de l'intérieur ou à arrêter l'importation de produits exotiques. Tant pis si la masse en souffre ; les privilégiés nantis de gros appointements s'en tireront sans gêne, et la ligne politique poura s'avérer juste dans les « Rapports » annuels.

Il est facile de s'appuyer sur des statistiques pour démontrer la progression économique de la Russie. Personne pourtant ne nie cela. Quiconque raisonne un tant soit peu, comprend qu'un peuple de 150 millions d'habitants ne pourrait prétendre sur place indéfiniment.

Mais ce qu'il faut déterminer, ce que tous ceux qui s'intéressent à ce grand problème doivent chercher à établir, c'est comment, par quelles méthodes cette progression s'opère ; vers quel aboutissant elle se dirige : LE SOCIALISME OU LE CAPITALISME.

Ceux qui comprennent que l'exploitation du prolétariat par le régime capitaliste fut historiquement une nécessité, comprennent aisément que dans un pays où le temps de cette exploitation fut relativement court, et l'accumulation relativement faible, le passage au socialisme risqué, plus que partout ailleurs, d'en faire une mauvaise copie et de poursuivre l'accumulation socialiste aux dépens du prolétariat d'abord et de la paysannerie pauvre ensuite.

Cet écueil redoutable, les théoriciens du Stalinsme ne l'ont évité qu'en parole et en écrit. En réalité, ils s'y sont brisés.

tant. Mais si c'est le second, la production totale ou, plus précisément, le total à consommer est bien inférieur. En effet, la Pologne était la contrée la plus industrielle de l'Empire russe, elle avait le pourcentage le plus élevé de population citadine avec 25 %, contre 13 % dans le reste de la Russie ; son industrie lainière fournissait 50 % des tissus de laine consommés en Russie, sa production en fonte s'élevait à 1.052 milliers de tonnes contre 4.212 milliers de tonnes pour le reste de la Russie en 1913. Sa production charbonnière atteignait les mêmes proportions. L'Esthonie, la Lithuanie, la Lettonie et la Pologne produisaient près de 25 % du lin de toute la Russie.

Que représentent, en réalité, ces 95 % ? Evidemment, la production de l'Empire des Tsars, moins les pays précités et, par conséquent, comme ceux-ci, avec la Pologne particulièrement, fournissaient un pourcentage important des diverses branches de l'industrie russe tout entière, le total à consommer s'en trouve évidemment moindre.

### Les prix et les salaires

La société socialiste réalisera la suppression du prix et du salariat. En U. R. S. S., le prix et le salaire existent. La plus-value — dont la disparition totale ne peut être envisagée dans aucune société, puisqu'il faudra toujours un fond de réserves pour les besoins accessoires de la production et le renouvellement du capital fondamental — la plus-value, disons-nous, existe donc égale-